

Direction départementale des Territoires de l'Oise
Service de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'énergie

Arrêté préfectoral abrogeant l'arrêté de prescription d'un plan de prévention des risques naturels relatif aux mouvements de terrain différentiels consécutifs au retrait et au gonflement des argiles sur le territoire communal de Montreuil sur Thérain

**Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.562-1 à L.562-9 et R562-1 à R562-10-2 ;
- Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.126-1, R.126-1 et R.126-2 ;
- Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R.126-1 ;
- Vu le code des assurances, notamment ses articles L.125-1 à L.125-6 et A.125-1 à A.125-3 ;
- Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2013 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques naturels relatif aux mouvements de terrain différentiels consécutifs au retrait et au gonflement des argiles sur le territoire communal de Montreuil sur Thérain ;
- Vu l'accord du maire de Montreuil sur Thérain du 26 juin 2015 concernant la dé-prescription du PPR relatif aux mouvements de terrain différentiels consécutifs au retrait et au gonflement des argiles sur la commune ;
- Considérant le rapport du Bureau de Recherches Géologiques et Minières n° BRGM/RP-64520-FR de mars 2015 relatif à l'appui technique concernant la mise en place du PPR retrait-gonflement dans la commune de Montreuil sur Thérain ;
- Considérant les conclusions du rapport du BRGM ;
- Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

L'arrêté préfectoral du 18 décembre 2013 prescrivant un plan de prévention des risques (PPR) naturels relatif aux mouvements de terrain différentiels consécutifs au retrait et au gonflement des argiles sur l'ensemble du territoire de la commune de Montreuil sur Thérain, est abrogé.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune de Montreuil sur Thérain ainsi qu'au président de l'établissement public de coopération intercommunale. Il sera notifié pour information au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie et au Directeur Général de la prévention des risques au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera affiché pendant au moins un mois à la mairie de Montreuil sur Thérain et au siège de la Communauté de communes du Pays de Thelle.

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Oise.

Une mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours (articles R 421-1 à R421-7 du code de justice administrative)

Dans un délai de 2 mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Oise, 1 place de la préfecture 60022 BEAUVAIS Cedex,
- soit un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie - Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE Cedex,
- soit un recours contentieux en saisissant le Tribunal Administratif d'Amiens 14 rue Lemerchier - 80000 AMIENS.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant 2 mois.

ARTICLE 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise, le Maire de la commune de Montreuil sur Thérain et le Président de la Communauté de communes du Pays de Thelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BEAUVAIS, le - 5 AOUT 2015

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Blaise GOURTAY